

Dépositaire :

CACEIS BANK LUXEMBOURG
5, Allée Scheffer
L-2520 LUXEMBOURG

Société de gestion :

AURIS GESTION
153, Boulevard Haussmann
F-75008 PARIS

**Représentant en Suisse
à compter du 13 janvier 2017 :**

CARNEGIE FUND SERVICES S.A.
11, rue du Général-Dufour
CH-1204 GENÈVE

**Service de paiement en Suisse
à compter du 13 janvier 2017 :**

BANQUE CANTONALE DE GENÈVE
17, quai de l'Île
CH-1204 GENÈVE

AURIS SICAV

Société d'investissement à capital variable

RAPPORT ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2015

Le fonds a été autorisé en date du 13 janvier 2017 par la FINMA pour la distribution aux investisseurs non-qualifiés en et à partir de la Suisse et aux investisseurs qualifiés en Suisse.

Le prospectus et les documents « Informations Clés pour l'Investisseur » pour la Suisse, les Statuts, les rapports semestriel et annuel, ainsi que la liste des achats et ventes réalisés pour le Fonds au cours de l'exercice financier peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant en Suisse du Fonds : Carnegie Fund Services S.A., 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, tél. : + 41 22 705 11 78, fax : + 41 22 705 11 79, web : www.carnegie-fund-services.ch.

Lorsque les données de performance sont mentionnées, il est important de noter que la performance historique ne représente pas un indicateur de performance actuelle ou future et que les données de performance ne tiennent pas compte des commissions et frais perçus lors de l'émission et du rachat des parts.

AURIS SICAV

Société d'investissement à capital variable

**Rapport annuel comprenant les états financiers vérifiés pour la période
s'étendant du 8 juin 2015 (date de création de la société)
au 31 décembre 2015**

AURIS SICAV

Sommaire

| | Page |
|--|------|
| Structure | 3 |
| Rapport de gestion | 4 |
| Rapport du réviseur d'entreprises agréé | 5 |
| États financiers | |
| Actif net | 7 |
| État des opérations et variations de l'actif net | 8 |
| Notes aux états financiers | 9 |
| Informations supplémentaires (non vérifiées) | 13 |

Les souscriptions sont valables uniquement sur la base du prospectus actuel, accompagné du rapport annuel le plus récent, ainsi que du rapport semestriel d'AURIS SICAV, si celui-ci est publié après le rapport annuel le plus récent.

AURIS SICAV

Structure

Conseil d'administration d'AURIS SICAV

Marc de Saint Denis
Président
Auris Gestion Privée

Alexandre Hezez
Directeur général
Auris Gestion Privée

Bertrand Gibeau
Administrateur indépendant

Siège social

5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Société de gestion

Auris Gestion Privée
153, Boulevard Haussmann
F-75008 Paris
France

Dépositaire, représentant et agent payeur, agent administratif,

agent de transfert, teneur de registre et agent domiciliataire

Distributeur mondial

CACEIS Bank Luxembourg
5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Auris Gestion Privée
153, Boulevard Haussmann
F-75008 Paris
France

Cabinet de révision agréé

Deloitte Audit, *Société à responsabilité limitée*
560, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Conseiller juridique

Baker & McKenzie Luxembourg
10-12, Boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Représentant en Suisse

Carnegie Fund Services S.A.
11, rue du Général-Dufour
1204 Genève
Suisse

Agent payeur en Suisse


Banque Cantonale de Genève
17, quai de l'Île
1204 Genève
Suisse

Rapport de gestion

La société a été créée le 8 juin 2015. L'agrément demandé pour l'établissement selon le droit luxembourgeois a été accordé par la CSSF le 7 juillet 2015. En février 2016, des modifications relatives à la réglementation du FCP de droit français y ont été intégrées et ce dernier devrait être absorbé par la société dans le cadre d'une fusion transfrontalière.

Par conséquent, au 31 décembre 2015, la société n'a entamé aucune activité.

Le 01 Avril 2016
Marc de saint Denis
Administrateur



RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉE

À l'attention de l'actionnaire unique d'**AURIS SICAV**
5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Après notre désignation par l'actionnaire unique en date du 8 juin 2015, nous avons vérifié les états financiers ci-joints d'AURIS SICAV (la « société »). Ils comprennent l'état des actifs nets au 31 décembre 2015 et l'état des opérations et variations de l'actif net pour la période du 8 juin 2015 (date de création de la société) au 31 décembre 2015, le récapitulatif des principes comptables importants et d'autres notes accompagnant les états financiers.

Responsabilité du conseil d'administration de la société en matière d'états financiers

Le conseil d'administration de la société doit veiller à la préparation et la présentation fidèle de ces états financiers dans le respect des obligations légales et réglementaires du Luxembourg en ce qui concerne l'élaboration des états financiers et aux éventuels contrôles internes jugés nécessaires par le conseil afin d'obtenir des états financiers sans erreurs, intentionnelles ou non.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'émettre une opinion sur ces états financiers d'après nos vérifications, qui sont effectuées en suivant les normes internationales d'audit adoptées par la *Commission de surveillance du secteur financier* au Luxembourg. En vertu de ces normes, nous devons respecter des obligations morales et préparer l'audit afin d'être raisonnablement sûrs que les états financiers ne contiennent aucune erreur importante.

L'audit suit certaines procédures afin de vérifier les montants et les informations des états financiers. Celles-ci sont laissées à l'appréciation du *réviseur d'entreprises agréé*, y compris l'évaluation des risques d'erreurs importantes dans les états financiers, qu'elles soient intentionnelles ou non. Il prend en compte les contrôles internes pertinents pour la préparation et la présentation fidèle des états financiers par l'entité afin de définir des procédures d'audit adaptées. Toutefois, il ne s'agit pas d'émettre une opinion sur l'efficacité des contrôles internes de l'entité. L'audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le conseil d'administration, mais aussi d'évaluer la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

Nous certifions que les états financiers sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d'AURIS SICAV au 31 décembre 2015 et du résultat des opérations de la période du 8 juin 2015 (date de création de la société) au 31 décembre 2015, conformément aux obligations légales et réglementaires du Luxembourg en matière de préparation des états financiers.

Observation

Nous attirons l'attention du lecteur sur la note 10 des états financiers, dans laquelle il est expliqué que le début d'activité de la société issue de la fusion transfrontalière du FCP français commercialisé par Auris Gestion Privée est prévu en 2016. Notre opinion est sans réserve sur ce point.

Autres aspects

Les informations supplémentaires du rapport annuel ont été examinées dans le cadre de notre mandat, mais n'ont pas fait l'objet de procédures d'audit spécifiques conformément aux normes mentionnées ci-dessus. Par conséquent, nous ne formulons aucune opinion sur lesdites informations. Nous n'avons aucune observation à propos de ces informations en rapport avec l'ensemble des états financiers.

For Deloitte Pour Deloitte Audit, Cabinet de
révision agréé



Elisabeth Layan, Réviseur d'entreprises agréé
Associée

Luxembourg, 29 avril 2016

AURIS SICAV

États financiers au 31/12/2015

Actif net au 31/12/2015

Exprimé en EUR

| Actif | Note | |
|---|------|------------------|
| Frais d'établissement | 2g | 39 204,44 |
| Compte bancaire et autres actifs liquides | 2b | 31 003,00 |
| Actif total Passif | | 70 207,44 |
| <hr/> | | |
| Autres passifs | 4 | 55 514,62 |
| Autres passifs | | 55 514,62 |
| Actif net | | 14 692,82 |
| Nombre d'actions | | 31 000 |
| Valeur liquidative par part | | 0,474 |

Les notes jointes font partie intégrale des états financiers.

AURIS SICAV

État des opérations et variations de l'actif net pour la période du 08/06/2016 (date de création de la société) au 31/12/2015

Exprimé en EUR

| | | |
|---|----|-------------------|
| Produits | | 3 |
| Intérêts créditeurs sur compte à vue | 2f | 3 |
| Charges | 8 | 16 310,18 |
| Honoraires | | 9 737,91 |
| Frais d'avocat | | 6 000 |
| Autres charges | | 572,27 |
| Diminution de l'actif net liée aux opérations | | -16 307,18 |
| Souscription initiale | | 31 000 |
| Augmentation de l'actif net | | 14 692,82 |
| Actif net en début de période | | - |
| Actif net en fin de période | | 14 692,82 |

Les notes jointes font partie intégrale des états financiers.

AURIS SICAV

Notes aux états financiers pour la période du 8 juin 2015 au 31 décembre 2015

1. Informations générales

AURIS SICAV (la « société ») est un organisme de placement collectif ouvert créé au Luxembourg sous forme de société d'investissement à capital variable, conformément à la 1^{re} partie de la loi luxembourgeoise modifiée du 17 décembre 2010 (la « loi ») relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Fondée le 8 juin 2015 pour une durée illimitée, la société est immatriculée sous le numéro B 197662.

Elle appartient à la catégorie des organismes de placement collectif en valeurs mobilières selon la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières. La société est gérée par Auris Gestion Privée (la « société de gestion »), société anonyme de droit français, sur la base du principe de liberté des services consacré dans le chapitre 15 de la loi de 2010. Son autorité de tutelle est l'Autorité des marchés financiers depuis le 31 décembre 2004.

La société est régie par le droit luxembourgeois et comporte plusieurs compartiments susceptibles d'être divisés en classes d'actions. Au 31 décembre 2015, la société comptait deux compartiments qui n'étaient pas encore actifs, AURIS SICAV - Fondation Equilibre et AURIS SICAV - Evolution Europe (les « compartiments »).

Ces compartiments seront lancés au moyen d'une fusion transfrontalière avec le FCP français commercialisé par Auris Gestion Privée. D'autres modifications apportées au FCP français seront insérées dans le prospectus de la société en cours d'année et son activité commencera.

2. Récapitulatif des principes comptables importants

a) Présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés dans le respect des obligations légales d'information et des principes comptables généralement acceptés du Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif en valeurs mobilières

b) Évaluation des titres de placement et des autres actifs

Les actifs de la société sont évalués comme suit :

Pour la trésorerie et les autres actifs liquides, nous prenons en compte la valeur nominale et les intérêts cumulés.

Pour les titres ou instruments financiers admis à la cote sur une place financière officielle ou négociés sur tout autre marché organisé, nous retenons comme valeur le dernier cours de clôture au moment de l'évaluation. En l'absence de cote ou de cotes représentatives de leur juste valeur, une estimation de bonne foi sera proposée par le conseil d'administration de la société ou son représentant.

Les titres exclus de la cote en bourse ou de la négociation sur les marchés réglementés et les titres admis à la cote officielle pour lesquels le dernier cours disponible n'est pas représentatif de leur juste valeur de marché sont évalués selon les principes prudentiels et de bonne foi par le conseil d'administration de la société, sur la base de leurs derniers cours de vente estimés.

Les fonds d'investissement sont estimés à leur valeur

liquidative. Il n'y a aucun portefeuille de titres au

31 décembre 2015.

**Notes aux états financiers pour la période du 8 juin 2015 au
31 décembre 2015 (suite)**

| |
|---|
| 2. Récapitulatif des principes comptables importants (suite) |
|---|

c) Moins/plus-values nettes réalisées et non réalisée sur (la vente) des investissements

La moins/plus-value nette réalisée sur la vente d'investissements est calculée en fonction du coût moyen des investissements cédés. La moins/plus-value nette non réalisée sur les investissements figure dans l'état des opérations et variations de l'actif net.

d) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers de la société sont présentés en euro. Les comptes bancaires, la valeur de marché du portefeuille d'investissement et les autres actifs nets dans des devises autres que l'euro font l'objet d'une conversion en euro au taux de change applicable en fin de période. Les produits et les charges dans des devises autres que l'euro font l'objet d'une conversion en euro au taux de change applicable au moment de l'opération. Toute moins/plus-value sur change réalisée ou non réalisée figure dans l'état des opérations et variations de l'actif net.

e) Contrats de change à terme

Les éventuelles plus ou moins-values non réalisées sur des contrats à terme non liquidés, qui sont calculées d'après les taux à terme applicables en fin de période, figurent dans l'état des actifs nets. Toute moins/plus-value réalisée ou non réalisée à l'échéance sur les contrats de change à terme figure dans l'état des opérations et variations de l'actif net.

f) Produits

Les dividendes sont comptabilisés à la date de détachement. Les intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

g) Frais d'établissement

Les frais engagés en rapport avec la constitution de la société font l'objet d'un amortissement linéaire sur une période inférieure ou égale à cinq ans. Dans une résolution circulaire émise le 13 avril 2016, le conseil d'administration de la société a décidé que les frais d'établissement ne seraient amortis, qu'à compter de la date de fusion des compartiments, sur une période de cinq ans (8 juin 2015).

| |
|---------------------|
| 3. Fiscalité |
|---------------------|

Conformément à la législation et à la réglementation, la société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu et les dividendes qu'elle verse ne font l'objet d'aucune retenue à la source au Luxembourg.

Néanmoins, toute classe réservée aux investisseurs particuliers est soumise à une taxe d'abonnement de 0,05 % par an, payable trimestriellement et calculée sur la valeur liquidative totale de chaque classe à la fin du trimestre concerné.

Toute classe réservée aux investisseurs institutionnels est soumise à une taxe d'abonnement de 0,01 % par an de ses actifs nets au Luxembourg, payable trimestriellement et calculée sur la valeur liquidative totale de chaque classe à la fin du trimestre concerné.

Les compartiments qui investissent exclusivement dans des instruments du marché se voient appliquer une taxe d'abonnement réduite de 0,01 % par an.

AURIS SICAV

Notes aux états financiers pour la période du 8 juin 2015 au 31 décembre 2015 (suite)

4. Autres passifs

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| Frais d'établissement échus | 39 204,44 |
| Honoraires d'audit échus | 9 737,91 |
| Frais d'avocat échus | 6 000,00 |
| Autres charges échues | - <u>572,27</u> |
| Autres passifs totaux | 55 514,62 |

5. Frais de gestion

La société de gestion peut recevoir de chaque compartiment une commission calculée sur leur valeur liquidative échue trimestriellement.

Elle peut également percevoir des frais de gestion annuels calculés à chaque date d'évaluation sur les actifs de chaque compartiment et échus trimestriellement. Ces frais de gestion sont calculés d'après la moyenne des actifs nets de chaque compartiment au taux fixé en annexe du prospectus de chaque compartiment en cours de validité.

Aucuns frais de gestion ne sont dus par la société pour la période du 8 juin 2015 (date de création de la société) au 31 décembre 2015.

6. Commission de performance

Outre les frais de gestion, la société de gestion peut prélever une commission calculée annuellement en fonction de la performance de chaque compartiment. Elle est échue à chaque date d'évaluation, comme indiqué en annexe du prospectus de chaque compartiment en cours de validité.

Aucune commission de performance n'est due par la société pour la période du 8 juin 2015 (date de création de la société) au 31 décembre 2015.

7. Commission de dépositaire et d'agent administratif

En rémunération de ses services de dépositaire et d'agent administratif, CACEIS Bank Luxembourg peut percevoir une commission variable représentant un pourcentage de la valeur liquidative de chaque compartiment, comme indiqué en annexe du prospectus de chaque compartiment en cours de validité.

Aucune commission de dépositaire ni d'agent administratif n'est due par la société pour la période du 8 juin 2015 (date de création de la société) au 31 décembre 2015.

8. Autres frais et commissions

Les frais et commissions associés aux fonctions assurées pendant la période (frais d'avocat, honoraires d'audit, commission de dépositaire et d'agent administratif, taxe de souscription, droits d'enregistrement, etc.) seront payés par la société de gestion en 2016 et remboursés par la société dès le début d'activité des compartiments.

**Notes aux états financiers pour la période du 8 juin 2015 au
31 décembre 2015 (suite)**

| |
|--------------------------------------|
| 9. Exigences de fonds propres |
|--------------------------------------|

À la création de la société le 8 juin 2015, le capital social de départ (entièrement libéré) s'élevait à 31 000 EUR.

Conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 17 décembre 2010, le capital de la société doit atteindre au moins 1 250 000 EUR dans un délai de 6 mois.

Ce seuil n'a pas été atteint en raison du retard enregistré par la fusion transfrontalière avec le FCP français.

| |
|--|
| 10. Événement postérieur à la clôture |
|--|

Le début d'activité de la société issue de la fusion transfrontalière avec le FCP français commercialisé par Auris Gestion Privée est prévu pendant l'exercice clôturé le 31 décembre 2016.

Informations supplémentaires (non

| |
|-------------------|
| Exposition |
|-------------------|

La société de gestion peut utiliser la VaR (Value-at-Risk) ou la méthode des engagements afin de contrôler et de mesurer l'exposition globale.

Cette méthode sera employée par les deux compartiments pour le calcul de l'exposition globale au risque.